



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2803
22 avril 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Contre Macron comme contre Le Pen

Le camp des travailleurs devra se défendre



Dans la manifestation du samedi 16 avril à Paris.

Ukraine-Russie

**Beaucoup de bombes,
beaucoup de mensonges**

Page 8

Retraites

**Hold-up permanent sur
les cotisations ouvrières**

Page 6

Leur société

- Face à un faux choix : c'est la société qu'il faut changer 3
- Un système électoral au service de la bourgeoisie 3
- Le Pen : l'autre ennemie des travailleurs 4
- Macron : la mascarade continue 4
- L'écologie à prix d'or 4
- Union à gauche : rien à en attendre 5
- Berger-Martinez : république bourgeoise ou lutte de classe ? 5
- Retraites : hold-up gouvernemental 6
- Taxe foncière : la flambée 6
- Les pratiques de Total : encaisser par tous les bouts 6
- Armement français : l'inépuisable source de profit 7
- Télécoms : les abonnés rançonnés 7
- Ferrero : les profits de la salmonelle 7
- Smic : il faut une véritable augmentation ! 7
- L'échelle mobile des salaires... des PDG ? 7
- Logement : la répression à la place d'un toit 12
- Deliveroo : premier procès pénal, première condamnation 12
- Sorbonne-nouvelle : contestation étudiante et panique des autorités 12
- Port du Havre : heures supplémentaires, assez ! 12

Dans le monde

- Ukraine : ils veulent habituer les peuples à la guerre 8
- Royaume-Uni : demandeurs d'asile déportés 8
- Pérou : révolte contre l'envolée des prix 9
- États-Unis : crise sanitaire permanente 9
- Israël-Palestine : guerre larvée et violence d'État 10
- Chine : confinement et mépris des autorités 10

Il y a 30 ans

- Sarajevo, avril 1992 : des surenchères nationalistes à la guerre 11

Dans les entreprises

- Thales : après trois mois de débrayages 13
- Batimetal - Douvres-la-Délivrande 13
- PSA-Stellantis 13
- Apprentissage : les patrons se frottent les mains 13
- CNES - Toulouse 14
- Centres de la Croix-Rouge 14
- Éboueurs d'Arles 14
- Nos lecteurs écrivent : à l'hôpital du Havre 14
- ArcelorMittal - Nord 15
- Amazon - Douai : en grève 15

La fête de Lutte ouvrière 16

Contre Macron et contre Le Pen, pour le camp des travailleurs !

Il est frappant de voir comment l'élection de dimanche 24 avril a rendu Macron et Le Pen pré-occupés du sort des travailleurs. Il y a encore à peine dix jours, Macron disait qu'il imposerait la retraite à 65 ans. Il annonce maintenant qu'il est prêt à en rediscuter et à la ramener à 64 ans. Le Pen dit qu'elle fera « du social » et qu'avec elle, l'âge de la retraite sera maintenu à 60 ans... ou peut-être 61 ou 62 ans.

Mais quel que soit l'élu, Macron ou Le Pen, il se fichera bien de ce qu'il aura pu dire durant sa campagne. Il gouvernera dans l'intérêt du grand patronat, qui tient son pouvoir de sa domination économique et n'est jamais élu ni contrôlé par personne. Le rôle des élections est justement de masquer ce pouvoir, en laissant croire que chaque citoyen a un droit de vote sur la conduite de l'État pour, au final, le contraindre à choisir entre des candidats qui sont tous du côté de la bourgeoisie.

Pendant les cinq ans où Macron a été président, ses décisions ont favorisé la classe capitaliste, qui n'a jamais été aussi riche qu'aujourd'hui. Par contre, les travailleurs ont payé les conséquences de la crise sanitaire par des licenciements et du chômage partiel. Et aujourd'hui la flambée des prix enrichit les capitalistes et fait fondre le pouvoir d'achat des plus pauvres avec la complicité du gouvernement.

Le Pen, qui n'a jamais gouverné, laisse croire qu'elle serait différente. Elle, qui est d'extrême droite, s'est donnée une image bien policée en se présentant comme une mère de famille célibataire qui aime les chats. Mais elle ne vient pas de nulle part. Son parti s'est construit avec des anciens militaires partisans de l'« Algérie française », dont beaucoup ont été membres de l'OAS, cette organisation fasciste qui a commis des centaines d'attentats terroristes et des milliers de meurtres en Algérie et en France dans les années 1960.

Aujourd'hui, la progression des scores des candidats de l'extrême droite à la présidentielle reflète l'accroissement de son influence dans la société. La menace ne vient pas seulement des groupes d'extrême droite plus ou moins virulents, mais surtout de l'appareil d'État lui-même, en l'occurrence la police et l'armée.

Il faut se rappeler la pétition parue il y a un an, signée par des généraux en retraite, qui menaçait d'une intervention de l'armée face

à ce qu'ils appelaient « *le délitement qui frappe la patrie* ». Marine Le Pen, à l'époque, s'était empressée de leur envoyer une lettre de soutien pour leur montrer qu'elle était des leurs.

Croire que Macron serait le moindre rempart contre cela est une grave erreur. S'il est réélu, il masquera la menace toujours présente de cette extrême droite à l'intérieur de l'appareil d'État. Car il n'est pas question pour lui de toucher aux principaux instruments du pouvoir que sont l'armée et la police.

Rien de bon pour les travailleurs ne peut sortir des urnes dimanche. Même des candidats dits de gauche, comme Mitterrand ou Hollande, soutenus par les partis PS et PCF que le mouvement ouvrier avait créés, ont mené une fois élus une politique au service des capitalistes. Alors les travailleurs n'ont aucun intérêt à se diviser entre eux pour un vote où les deux candidats ne cachent même pas qu'ils sont les serviteurs d'un système économique fondé sur l'exploitation des travailleurs.

Dans la situation de crise économique aggravée où les États ont commencé à se réarmer suite à la guerre en Ukraine, c'est aux travailleurs que la classe capitaliste compte bien faire payer l'addition. La simple défense de notre niveau de vie exigera des luttes avec une conscience claire de nos intérêts de classe et de toutes les menaces qui nous visent, y compris celle d'un pouvoir plus répressif et plus dur.

Aujourd'hui, le camp ouvrier n'a plus de parti ou d'organisation assez importante pour faire entendre ses intérêts. Toute la propagande de la bourgeoisie et de ses dirigeants politiques vise à détruire l'idée même que les travailleurs, qui constituent un camp social, puissent représenter un camp politique conscient de ses intérêts

de classe. Mais il n'empêche que les travailleuses et les travailleurs sont une force sociale considérable. Ils sont à la base de toute la production et des services nécessaires au fonctionnement de la société, et ils le savent. C'est pourquoi tous les espoirs sont permis.

Et c'est heureux, car ils sont la seule classe sociale capable d'affronter et renverser la classe capitaliste. Ils sont la seule force pouvant ouvrir une perspective autre que le chaos et la guerre vers lesquels nous mène la classe dirigeante actuelle.

Nathalie Arthaud



À Montpellier, le 16 avril.

MARIE DEGHEITTO LAGAZETTE MONTPELLIER

Face à un faux choix : c'est la société qu'il faut changer

Des blocages ont eu lieu dans plusieurs universités, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, à l'initiative d'étudiants voulant manifester leur refus de choisir entre Macron et Le Pen, entre la peste et le choléra, comme certains l'exprimaient dans des assemblées générales.

Mercredi 13 avril, des étudiants ont ainsi occupé un amphithéâtre de la Sorbonne, et ont manifesté dans le Quartier latin le lendemain pour la défense des étudiants étrangers.

Samedi 16 avril, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les grandes villes, à l'appel de syndicats ou d'associations : CGT, Ligue des droits de l'homme, SOS Racisme. La plupart de ces organisateurs appelaient plus ou moins explicitement à voter Macron, qualifiant même ce geste d'urgence démocratique dans le cas d'une représentante du syndicat de la magistrature. Mais les nombreuses pancartes « Ni Macron, ni Le Pen »

montraient qu'une partie des manifestants entendaient exprimer leur refus de se laisser enfermer dans un faux choix, entre un président qui vient de montrer qu'il est un serviteur dévoué des intérêts de la minorité la plus riche et, face à lui, la dirigeante xénophobe d'un mouvement d'extrême droite.

Mardi 19 et mercredi 20 avril, des centaines de lycéens parisiens exprimaient le même sentiment en bloquant leurs établissements. On ne peut que comprendre ce rejet et se sentir solidaire de ceux qui l'ont exprimé. Pour que leur révolte trouve réellement une perspective, elle doit remettre en cause non

seulement un système politique absurde mais les bases sur lesquelles il repose. Combattre sérieusement l'extrême droite, enrayer l'évolution réactionnaire de la société nécessite de s'attaquer aux racines du mal, à l'organisation économique qui produit les inégalités, la pauvreté, les crises constituant le terreau des idées d'extrême droite. Il faut renverser cet ordre social dominé par une minorité de riches privilégiés, ainsi que le système politique qui lui permet de se maintenir.

Dans ce combat, le rôle décisif doit revenir au prolétariat. Ceux qui font marcher l'économie et fonctionnent la société sont aussi les seuls à pouvoir la changer. Il est urgent que des femmes et des hommes s'attellent à défendre parmi la jeunesse et parmi les classes populaires le programme de la révolution sociale,



FRANCE TELEVISIONS

c'est-à-dire le renversement de la dictature de la grande bourgeoisie et son remplacement par le pouvoir démocratique des travailleurs aujourd'hui

exploités, opprimés. Au-delà de l'épisode électoral, c'est bien la seule perspective à opposer à l'évolution actuelle de la société.

Camille Paglieri

Un système électoral au service de la bourgeoisie

Comme à chaque élection, on voudrait faire croire que le résultat de la présidentielle sera l'expression de la volonté populaire et qu'il conviendra de se soumettre bon gré mal gré aux décisions du président élu.

Rien n'est moins vrai, car il y a un monde entre les aspirations de ceux qui mettent un bulletin dans l'urne et les conséquences que ce vote aura pour eux.

L'exercice tant vanté du suffrage universel est encadré par toute une série de règles et, une fois passé par cet alambic, le produit distillé n'a plus rien à voir avec

ce que croyaient exprimer les électeurs. La machinerie a évolué au fil de l'histoire, jusqu'à la Constitution de la 5^e République qui donne presque la totalité des pouvoirs au président, mais la conclusion est toujours la même. Quel que soit le résultat des élections, le véritable pouvoir appartient au grand capital et le président

élu ne tarde pas à asséner ses coups aux classes populaires, ses électeurs compris, et à servir la grande bourgeoisie.

Alors que les électeurs sont renvoyés au silence une fois fermés les bureaux de vote, les grands bourgeois ont porte ouverte à tous les échelons du pouvoir, dans les ministères et jusqu'au palais présidentiel. Toute une armée de hauts fonctionnaires, ceux que les journalistes appellent les grands commis de l'État, veillent à leurs intérêts et assurent la continuité de l'État bourgeois, par-delà les changements de président, de ministres ou de majorité parlementaire. En fait, les élections servent plus à camoufler cet appareil et à le légitimer qu'à mettre en œuvre une prétendue volonté populaire.

Sans même parler de pouvoir réel, même la simple expression de ce que pourrait penser la population n'existe pas. Toute une partie de la classe ouvrière, les immigrés, est d'emblée exclue du droit de vote. Aux présidentielles, les candidats qui ont une chance

réelle sont sélectionnés d'avance par un système de parrainage, d'obligations financières et un accès différent dans les médias. Aux législatives les circonscriptions électorales ne donnent pas la même représentation aux électeurs des quartiers populaires qu'à ceux des zones plus bourgeoises. Tout est fait pour que les petits mouvements d'opinion favorables à une prise de conscience des travailleurs ne trouvent pas une traduction électorale.

Il peut certes arriver que ce système bien huilé échappe aux volontés de la bourgeoisie, sur un coup de poker d'un homme politique par exemple. On a vu comment en Grande Bretagne le référendum sur le Brexit a abouti à un résultat inverse de celui espéré par la bourgeoisie anglaise. Mais force est aujourd'hui de constater que celle-ci a pu en accommoder les conséquences grâce à sa position dans la société, ce qui n'est aucunement dans les possibilités des travailleurs face à des résultats qui leur sont défavorables. Cela suffit à montrer où est le vrai pouvoir.

Dans l'élection présidentielle, une partie des électeurs se sent aujourd'hui frustrée du choix offert entre deux candidats qu'elle récuse, Macron et Le Pen. C'est le résultat de toute une machinerie électorale conçue pour que, après avoir donné à l'électeur l'illusion qu'il peut choisir la politique qui sera menée, on aboutisse de toute façon au pouvoir d'un seul homme – ou femme – qui sera hors de son contrôle, mais pas hors de celui de la bourgeoisie.

Daniel Mescla



Fête de Lutte ouvrière À Marseille

Le 8 mai à partir de 11 heures

Parc des loisirs de Valabre RD7 – Gardanne

Le Pen : l'autre ennemie des travailleurs

Parmi les millions de votes pour Marine Le Pen, il y a un nombre important de votes de travailleurs. La responsabilité politique en revient d'abord aux partis de gauche, le PS et le PCF, qui pendant des dizaines d'années ont trompé et trahi les espoirs de leurs électeurs et de leurs militants.



Ces partis les ont démoralisés et désorientés au point que cette femme d'extrême droite peut aujourd'hui réussir à faire croire à certains qu'elle est du côté des ouvriers.

Le Pen a un discours « social », prétendent certains.

Elle parle de l'augmentation nécessaire des salaires, par exemple. Les prix augmentent tant qu'il lui est impossible de ne pas en parler. La hausse des salaires qu'elle suggère, non seulement resterait au bon vouloir des patrons, mais serait en

échange d'une exonération des cotisations sociales de ceux-ci. Il s'agit donc d'une arnaque pour les salariés qui perdraient d'un côté ce qu'ils gagneraient de l'autre. De plus, elle ne rattraperait pas les hausses de prix passées et n'empêcherait pas ensuite les prix de continuer à augmenter.

En réalité, Le Pen n'a pas plus de programme social que Macron. Même ce dernier, qui a démoli le niveau de vie et le pouvoir d'achat des ouvriers pendant son quinquennat, « fait du social » à quelques jours du vote. À la différence du sortant, Le Pen n'a jamais gouverné. Elle a même été ostracisée par les autres partis. Et cela lui donne une figure d'opposante. Mais l'ennemi de leur ennemi n'est pas pour autant l'ami des travailleurs.

Le Pen veut s'attaquer aux immigrés et préparer un pouvoir dur contre les travailleurs. Ces deux objectifs sont liés. En faisant

des étrangers des boucs émissaires, elle vise à diviser le monde du travail. Avec la « priorité nationale » qu'elle veut introduire dans la Constitution, elle prétend donner la préférence à ceux qui ont la nationalité française pour l'obtention de logements sociaux et d'emplois dans la fonction publique. Cela ne créerait pas le moindre logement social, ni le moindre emploi, alors qu'il en manque des millions. Cela n'empêcherait pas le patronat d'écraser les travailleurs, tous les travailleurs, en continuant à licencier et en augmentant les cadences. Cela n'empêcherait pas les hausses de loyers. Par contre, cela aggraverait considérablement les conditions de vie des travailleurs étrangers. Et Marine Le Pen pourrait alors dire à ceux qui ont la nationalité française : « Votre sort ne s'est pas amélioré, il s'est même dégradé... mais réjouissez-vous ! Cela pourrait être bien pire si vous n'étiez pas

de nationalité française ! »

La crise économique va s'aggraver considérablement à cause des effets désastreux de la spéculation et des tensions guerrières qui se développent. La guerre économique mondiale sera de plus en plus dure, et ce sont les travailleurs qui vont le payer, qu'ils aient une carte d'identité française ou pas. Dans ce contexte, Marine Le Pen et les courants qu'elle a derrière elle pourraient être utiles au grand patronat pour établir un pouvoir autoritaire contre les travailleurs. Il serait absurde et même suicidaire de penser lutter contre l'ennemi des travailleurs qui est en ce moment au pouvoir en soutenant celle qui remplira peut-être sa fonction demain.

Les travailleurs n'ont pas de bonne solution dans ce second tour de l'élection. Ils ne peuvent que refuser de se laisser bernier par l'un ou par l'autre des candidats.

Pierre Royan

Macron : la mascarade continue

Macron, à la veille du second tour, se félicite de son bilan. Le chômage est au plus bas depuis quinze ans, le travail paye mieux, peut-on lire dans son programme. Et, bien évidemment, il se propose de faire encore mieux avec un deuxième mandat.

Peu importe que les milieux populaires aient en travers de la gorge nombre de mesures comme la réduction des APL, la diminution des retraites, celle des allocations-chômage, la hausse de la CSG, l'autoritarisme et la répression. Peu importe que ses mesures aient abouti à faire payer la crise aux classes populaires et à faciliter l'enrichissement des

grandes fortunes : tel un alchimiste, Macron transforme le plomb des maquettes en or du discours.

Prétendant lutter contre le chômage des jeunes, Macron veut multiplier les stages, non payés ou quasiment, dès 15 ans. Faire travailler les allocataires du RSA est présenté comme un bienfait, alors que c'est une injure pour eux et une

menace pour les salaires de tous. Selon Macron, repousser l'âge de la retraite est une mesure nécessaire pour sauver le système par répartition, alors que de nombreux salariés sont au chômage ou trop malades pour travailler bien avant la soixantaine. Cette mesure qui reviendrait à diminuer les pensions des travailleurs les plus démunis est malgré tout présentée comme sociale...

Macron a toutes les audaces et n'hésite pas à se présenter en fin de campagne comme le plus écologiste, lui qui n'a même pas réussi à



ELINE ROUSSEL

garder comme ministre un Nicolas Hulot, qui s'est retiré après le blocage de quelques modestes mesures. Il reprend maintenant à Mélenchon ses

mots de « planification écologique », pour présenter un vrai-faux projet répondant à l'urgence climatique. Les paroles ne coûtant rien et prétendant répondre au désarroi de bien des habitants des campagnes, Macron parle aussi de « planification territoriale. »

Ne se considérant pas comme tenu par ses promesses, Macron n'a aucune raison d'en être avare. Cependant, s'il est réélu, il ne tiendra très probablement que ses promesses d'augmentation des dépenses militaires et publiques au profit de la bourgeoisie et d'attaques anti-ouvrières déjà annoncées.

Inès Rabah

L'écologie à prix d'or

Macron a déclaré à Marseille que, s'il est élu, son Premier ministre sera également chargé de la planification écologique. L'annonce est bien évidemment destinée aux électeurs sensibles à ce thème, mais davantage encore aux capitalistes.

Ainsi la présidente de l'association professionnelle France Énergie

éolienne se félicite des prix très élevés de l'électricité, autour de 220 euros le mégawattheure, plus du double des prix habituels. Grâce à quoi les producteurs d'électricité éolienne gagnent des milliards et la filière pourra rembourser les énormes avances de trésorerie faites par l'État.

« Si les prix de l'élec-

tricité se maintiennent à leur niveau actuel, l'éolien devrait rapporter 3,7 milliards d'euros à l'État. C'est le meilleur investissement énergétique qu'a fait l'État ! », a déclaré le patron de Valorem, une des entreprises qui patronne des éoliennes, panneaux solaires, etc. Autrement dit, grâce à une hausse catastrophique des prix, l'éco-

lien peut devenir rentable et rapporter enfin.

L'État a versé 2 milliards d'argent public à la filière éolienne en 2020 et 11 milliards depuis 2003. Ceci explique sans doute cela. Le climat s'en portera-t-il mieux ? On ne sait, mais les industriels du secteur sûrement.

André Victor

Union à gauche : rien à en attendre !

À l'issue du premier tour du scrutin présidentiel, à peine le décompte des voix achevé, La France insoumise (LFI) s'est adressée par courrier au PCF, à EELV et au NPA.

Il s'agissait de préparer les élections législatives et de tâcher de concocter une nouvelle recette d'union de la gauche, que Roussel, Jadot et de vieux chevaux de retour du PS appellent de leurs vœux.

Fort des résultats de Mélenchon, LFI espère marquer un point décisif dans son OPA sur la gauche sous

le label Union populaire. Les ambitions des autres partis se limitent à tenter de conserver leurs députés, ainsi que le financement public calculé en fonction du nombre de voix obtenus aux élections législatives. Ces petits calculs étant peu à même de soulever l'enthousiasme des foules, tout ce beau monde affirme

viser une majorité au Parlement afin de peser sur le futur gouvernement ou même de participer à le constituer puisque Mélenchon se propose comme Premier ministre.

Quand bien même la gauche revisitée parviendrait à former une majorité à l'Assemblée, comme pendant la cohabitation Chirac-Jospin, rien de bon n'en sortirait pour les travailleurs.

Penser qu'une élection, celle d'un président ou d'un

député, pourrait protéger les travailleurs et leur éviter d'avoir à faire grève, comme l'a prétendu Mélenchon pendant sa campagne, est une illusion néfaste. Pour s'opposer aux coups portés par le patronat, les travailleurs ne pourront compter que sur leur capacité à s'organiser et à se mobiliser, massivement et avec détermination, quel que soit le gouvernement en place.

Cette perspective ne pourra pas être défendue par un nouveau regroupe-

ment des partis de gauche, qui ont montré, à chaque fois qu'ils sont arrivés au pouvoir, qu'ils étaient prêts à se soumettre aux volontés des capitalistes et à trahir leurs promesses. Ce dont les travailleurs ont besoin, c'est d'un parti qui soit une organisation de combat à la fois capable de défendre leurs intérêts dans toutes les luttes quotidiennes et prêt à aller jusqu'au bout en se fixant l'objectif du renversement du capitalisme.

Sacha Kami

Berger-Martinez : république bourgeoise ou lutte de classe ?

Laurent Berger pour la CFDT et Philippe Martinez pour la CGT ont co-signé une tribune dans *Le Journal du Dimanche* pour alerter contre le risque d'arrivée au pouvoir du Rassemblement national avec l'argument qu'il « ne peut pas être considéré comme les partis républicains, respectueux et garants de notre devise, liberté, égalité, fraternité ».

Les responsables de deux principaux syndicats ont bien sûr raison de dénoncer les dangers du RN, de rappeler « qu'il n'a pas changé », qu'il reste « raciste, antisémite, homophobe, et sexiste » et prône « le rejet de l'autre et le repli sur soi ». Pour toutes ces raisons, aucun travailleur conscient ne peut voter pour Marine Le Pen et aussi parce que malgré sa démagogie en direction des classes populaires, elle gouvernera, si elle est élue, au service des riches et de la bourgeoisie.

Mais, en opposant le RN « aux partis républicains », en les présentant comme les garants des « droits fondamentaux » et « des libertés démocratiques de la société civile organisée », les chefs syndicalistes trompent les travailleurs sur la vraie nature des politiciens traditionnels de la bourgeoisie, dont Macron fait partie. Ils cautionnent ces politiciens, tout comme le font d'ailleurs dans leurs appels un certain nombre d'intellectuels ou de personnalités en vue.

Dans l'état actuel de la situation économique, pour ne pas rajouter de l'instabilité politique en portant au pouvoir une nouvelle équipe non éprouvée, la bourgeoisie française choisit plutôt

Macron. En écrivant qu'on peut « confier les clés de notre démocratie » à tous les partis bourgeois sauf au RN, Berger et Martinez, non seulement appellent de fait à voter Macron, mais ils lui apportent eux aussi leur caution et un soutien politique. En plus de se couper des travailleurs qui ont de bonnes raisons de haïr Macron, ils obscurcissent la conscience de tous les travailleurs.

Il est vrai que l'arrivée de Le Pen au pouvoir pourrait encourager, y compris au sein de la police, de l'armée ou de la justice, les individus les plus réactionnaires, hostiles aux syndicats, aux militants, aux progressistes, et les plus racistes. Mais cette extrême droite institutionnelle sévit déjà sans que Macron ou son ministre de l'Intérieur s'en émeuvent. L'affaire Michel Zecler, ce producteur noir tabassé dans son studio, ou les multiples contrôles au faciès de la police dans les quartiers populaires l'illustrent. Ce n'est pas Le Pen mais Macron qui a dispersé les Gilets jaunes à coups de flashball, avant que sa justice ne les condamne lourdement. Les lois sécuritaires déjà votées par les partis tout à fait « républicains »,



Manifestation contre la loi sécurité après le tabassage de Michel Zecler.

permettent à n'importe quel gouvernement de dissoudre quasiment n'importe quelle organisation ou association. En 1968, c'est le général républicain De Gaulle qui a dissous les organisations politiques d'extrême gauche. Demain, si des chefs policiers ou des officiers de l'armée exigent la dissolution de tel ou tel groupe, sous prétexte de « lutter contre le terrorisme » ou parce qu'il ne respecte pas « l'unité nationale » ou « les

valeurs de la république », Macron obtiendra.

Le problème n'est pas seulement le vote du 24 avril, dans un système politique absurde qui n'offre aucun choix réel aux travailleurs au second tour. Sommés d'opter pour la peste ou pour le choléra, que peuvent-ils bien faire? Le problème est surtout d'indiquer clairement quels sont leurs ennemis politiques. Or il n'y a pas à repeindre en rose l'appareil d'État et les institutions,

si « républicaines » soient-elles. Ce sont des instruments destinés à faciliter l'exploitation des travailleurs, à les dissuader de se révolter et à les réprimer, le cas échéant. De la part de dirigeants ouvriers ou présumés tels, il devrait au moins être clair que les travailleurs ne peuvent compter sur aucun parti de gouvernement pour défendre leurs intérêts tant économiques que politiques.

Xavier Lachau

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste



Au sommaire du n° 223 (avril 2022):

- La guerre en Ukraine, nouveau pas vers une guerre générale?
- La société russe et la guerre fratricide de Poutine
- Haïti: quand des travailleurs relèvent la tête!
- Financiarisation de la santé:
- le cas des hôpitaux
- Ehpad, le miroir du capitalisme sénile
- La campagne de Nathalie Arthaud:
 - Circulaire électorale
 - Clip de campagne

Prix: 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.



Retraites : hold-up gouvernemental

En temps de campagne présidentielle plus encore qu'en temps normal, la désinformation à propos des retraites, de la santé et plus généralement de ce qu'on nomme la politique sociale des gouvernements est la règle.

Président de la République, politiciens, journalistes, pseudo-économistes et candidats présidentiables ont donc péroré sur le coût que pourrait entraîner pour les finances publiques telle ou telle mesure dite sociale.

Il faut pourtant rappeler que les retraites des millions de salariés du privé sont financées par eux-mêmes et par personne d'autre. Non seulement l'État n'y contribue pas, mais tous les gouvernements, celui-ci comme tous ceux qui l'ont précédé, ont organisé un véritable hold-up de masse sur les cotisations accumulées pour financer les retraites et l'ensemble de la sécurité sociale.

Le régime général des retraites du secteur privé est géré par une branche de la Sécurité sociale, la CNAV. Mais qui finance la Sécurité sociale, l'ensemble de ses branches, celle des retraites avec la CNAV, celle de la santé avec l'Assurance maladie et celle des prestations sociales avec la CAF? Eh bien, ce sont uniquement les salariés par le biais de leurs

cotisations. Ce qu'on appelle à tort « la part patronale » de ces cotisations n'est en réalité qu'un salaire différé. La preuve en est donnée par les employeurs eux-mêmes. Leurs prétendues cotisations sont classées dans leurs comptes et bilans sous la même rubrique de « charges sociales ». Elles s'ajoutent aux salaires et aux autres dépenses pour déterminer les prix de revient et les prix de vente. Il n'y a que les salariés qui ne peuvent rien récupérer quand ils voient leur salaire brut annoncé diminué en moyenne de 23% par ces cotisations obligatoires.

Cet argent est une énorme manne de 420 milliards d'euros par an prélevés en amputant les salaires de la classe ouvrière. Elle représente pratiquement le double du budget de l'État.

Depuis des années, les allègements de « charges », c'est-à-dire les baisses de ce qui est appelé la part patronale des cotisations, ont pris de l'ampleur et se chiffrent en dizaines de milliards. Pour le patronat, cela

correspond à une baisse de la rémunération due pour l'emploi des salariés. Cela a représenté un coût pour l'État, qui en a compensé une partie, et encore plus un coût pour la Sécurité sociale, qui a supporté le reste. Et c'est au nom de ce vol opéré sur leur salaire différé qu'on a restreint les droits des salariés en attente de départ à la retraite et réduit les pensions de ceux qui y étaient déjà.

Toute la question des retraites est ainsi présentée de façon biaisée. Les grandes centrales syndicales ne le démentent pas, notamment parce qu'elles sont associées à la gestion du système par une série de postes, voire une supposée co-gérance en ce qui concerne les caisses de retraite complémentaires, avec l'efficacité que tout le monde peut constater. Mettre fin à ce vol organisé sur le dos des salariés impliquerait au moins de revenir à ce que réclamait autrefois la CGT, avant qu'elle ne sombre dans la collaboration de classe : « *Non à tous prélèvements et cotisations sur la paye des salariés... les retraites doivent être assurées par le maintien intégral du salaire, et payées par le seul patronat et autres employeurs.* »

Paul Sorel

Taxe foncière : la flambée

De nombreuses municipalités sont en train de voter le montant de la taxe foncière payable à l'automne prochain. Celle-ci va augmenter partout et même flamber dans de nombreux endroits.

Cette taxe n'est pas acquittée par les locataires mais par les propriétaires de biens immobiliers. Mais parmi les 58% de propriétaires de leur logement que compte le pays, bon nombre sont des travailleurs, des chômeurs ou des retraités dont les revenus ne progressent pas. Ils subissent une hausse qui peut dépasser la centaine d'euros.

Le calcul de cette taxe est défini par une valeur locative et un taux. Or le gouvernement a tout d'abord fixé à 3,4% la hausse annuelle des bases locatives cadastrales. Même à taux inchangé, le montant de la taxe foncière augmentera donc au moins de ce pourcentage. De plus, de nombreuses communes en augmentent le taux cette année. Cette hausse est par exemple de 14% à Marseille, de 11,5% à Foirac en Gironde, et parfois de 30% comme à Bernay dans l'Eure. Des villes ouvrières comme Montreuil, en banlieue parisienne, sont aussi touchées.

La hausse de la taxe foncière est spectaculaire. Depuis 2010 elle a été de 27,9%. D'autres taxes, comme celle sur les ordures ménagères

ou la taxe d'équipement, viennent aussi amputer les ressources des habitants. La suppression de la taxe d'habitation, mise en œuvre par le gouvernement Macron jusqu'en 2023, est en principe compensée aux communes, sur la base de 2017, mais celles-ci voient leurs dépenses augmenter. De même, la taxe professionnelle a été supprimée en 2010. De nombreuses collectivités locales font donc le choix d'augmenter les taxes qui restent à leur disposition. D'autres sont contraintes de rogner sur les dépenses de fonctionnement ou d'investissement, de brader le service rendu au public et de réduire les effectifs.

À côté de cela, la bourgeoisie a vu depuis vingt ans sa fortune exploser. Immobilière comme immobilière, celle-ci échappe largement aux impôts et aux taxes.

Il est au contraire vital de faire payer le capital et de protéger le monde du travail, en commençant par imposer l'indexation des salaires, des allocations et des retraites sur le coût réel de la vie, taxes comprises.

Christian Bernac



Pavillons à Cachan (Val-de-Marne).

Les pratiques de Total : encaisser par tous les bouts

Le géant pétrolier Total possède, répartis à travers le monde entier, une multitude de champs d'extraction, les uns permettant d'obtenir du pétrole et les autres du gaz, et parfois les deux à la fois. Total a donc à sa disposition des millions de tonnes de gaz

naturel.

Pour le grand trust français, comme pour ses confrères, le coût d'extraction du gaz n'a pas du tout augmenté. Les ouvriers sur les plateformes pétrolières n'ont pas vu leurs salaires multipliés par deux ou trois. Et pourtant

ces compagnies, grâce à la spéculation, ont pu multiplier par deux ou trois le prix du pétrole qu'elles vendent sur les marchés, leurs profits suivant la même courbe. Les consommateurs en sont les seules victimes.

De plus, en France,

Total vend directement ses produits, et tout particulièrement son gaz, à travers sa filiale TotalEnergies. Au contraire des revendeurs de gaz, obligés d'aller se servir sur le marché à des prix hors norme, Total aurait pu vendre son gaz à un prix bien plus bas, en

faisant encore un bon bénéfice. Eh bien pas du tout. TotalEnergies vend son gaz aux consommateurs à un prix des plus élevés en France. Pour Total, « Là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir ! »

P.S.

Armement français : l'inépuisable source de profit

La guerre en Ukraine fait des heureux. Les représentants des industries d'armement terrestre, naval et aérien, auditionnés fin mars par la Commission de défense de l'Assemblée nationale, plaident pour une augmentation des commandes militaires de l'État.

Ces trois groupements industriels, respectivement présidés par Marc Darmon, directeur adjoint de Thales, Pierre-Éric Pommellet, PDG de Naval Group, et Éric Trappier, PDG de Dassault aviation et également président du Conseil des industriels de défense française (Cidef), ont, depuis le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine, un argument de poids.

Leurs industries ne sont pourtant pas à plaindre puisque, en 2021, les exportations d'armes françaises ont déjà pulvérisé leur record de 2015 (16,9 milliards d'euros) grâce notamment aux quatre contrats de vente de Rafale obtenus avec la Grèce, l'Égypte, la Croatie et les Émirats arabes unis. Mais les marchands d'armes en veulent encore davantage.

En France, avant la guerre en Ukraine, la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 avait prévu de faire passer les dépenses de 40,9 milliards en 2022 à 50 milliards en 2025 (soit 2,5 % du PIB), à raison de trois milliards

supplémentaires par an. Cela est jugé insuffisant par ces représentants de l'industrie de l'armement. «*La menace est à la porte de nos frontières, il faut réagir et très vite*», a déclaré Éric Trappier. Cette loi de programmation ne permettait que de rattraper un retard accumulé depuis la chute du Mur de Berlin. Le conflit ukrainien exige des décisions à court terme pour préparer les guerres du futur, selon ce porte-parole des intérêts de Dassault. Macron avait abondé dans ce sens dès le 2 mars en

promettant une programmation plus ambitieuse à partir de 2025, pour amplifier «*l'investissement dans la défense*». Et on peut être certain que, quel que soit le résultat des élections le 24 avril, les Thales, Dassault et autres seront entendus.

Les classes populaires paieront deux fois cette voracité. Elles le paieront par l'accroissement des dépenses d'armement au détriment des secteurs indispensables, la santé ou l'éducation, financées en prenant dans la poche des classes populaires. Elles le paieront surtout par l'extension de la guerre... sauf à renverser ces capitalistes prêts à semer mort et destructions pour toujours plus de profits.

Aline Retesse



Ferrero : les profits de la salmonelle

Il a fallu un certain temps, c'est le moins que l'on puisse dire, avant que les autorités belges ne ferment l'usine Ferrero d'Arlon, d'où sortaient les chocolats Kinder soupçonnés d'avoir été à l'origine de la salmonellose dans plusieurs pays européens.

Selon l'ONG Foodwatch, une première alerte, britannique, avait dès le 23 mars avisé le groupe italien des risques. La branche française ne l'a su qu'une semaine plus tard, et ce n'est que le 4 avril qu'un rappel des produits a été ordonné en France. Mais il n'était que partiel. Comme on approchait des fêtes de Pâques, période de vente représentant 10% du chiffre d'affaires, il n'aurait pas fallu mettre à mal l'image de la firme. Finalement, une liste présentée comme complète des produits susceptibles

d'avoir été contaminés a été publiée le 8 avril en France, alors qu'environ 150 malades avaient été décomptés, et l'usine belge fermée une semaine plus tard.

L'imposture remonte cependant à plus loin puisque, le 15 décembre, Ferrero avait déjà identifié des salmonelles dans son usine belge. Les dirigeants avaient alors affirmé avoir pris les mesures d'hygiène indispensables pour éliminer la bactérie. Ils ne pouvaient évidemment tenir que ce genre de discours rassurant pour les consommateurs...

sachant qu'on était à dix jours des fêtes de Noël et de la déferlante de chocolat qui les accompagne!

Les entreprises alimentaires sont soumises, à juste titre, à des règles strictes d'hygiène dans le cycle de production. Des contrôles existent, bien évidemment, dont sont chargés des inspecteurs dépêchés par des organismes publics, mais en nombre insuffisant. De leur côté, les dirigeants de ces entreprises ont aussi l'obligation d'effectuer des contrôles, d'en rendre publics les résultats et d'assainir l'ensemble des installations. C'est en définitive ce que dit avoir fait Ferrero... en se hâtant lentement.

Marianne Lamiral

Télécoms : les abonnés rançonnés

Les trois grands opérateurs des télécoms en France, qui regroupent des dizaines de millions d'abonnés téléphoniques, se portent bien, et même très bien.

Orange annonce avoir à sa disposition 2,9 milliards de liquidités en 2022, que la société pourra utiliser à sa guise pour toute opération d'achat ou spéculative. Altice-SFR annonce un résultat d'exploitation de 4,127 milliards d'euros, avec au passage un nouveau redressement fiscal de 420 millions d'euros, une somme escroquée à ses clients en leur faisant payer une TVA au prix fort alors qu'elle déclarait à l'État la TVA réduite dont bénéficie la presse. Quant à Bouygues Telecoms, son chiffre d'affaires a progressé de 4,4%, mais sa rentabilité, elle, a progressé de 7%, avec 1,1 milliard de bénéfice net déclaré.

On aurait pu penser que ces trois groupes riches, forts de leurs bons profits, auraient fait un

geste en direction de leurs dizaines de millions de clients. Mais s'ils font un geste, c'est en sens inverse. Tous les trois se sont arrangés pour augmenter de façon directe ou indirecte le prix des abonnements. Au mieux, c'est en y ajoutant de force des services inutiles : si le client ne fait pas savoir explicitement son refus, il en bénéficie et les paye d'office un ou deux mois plus tard. Cela ressemble à du racket, et c'en est bien un.

Les gouvernements avaient osé dire que la saine concurrence entre les opérateurs téléphoniques ferait automatiquement baisser les prix payés par les clients. Au contraire, ils s'entendent comme larrons en foire pour les rançonner.

Paul Sorel

Smic : il faut une véritable augmentation!

Vendredi 15 avril, le ministère du Travail a annoncé une revalorisation du smic de 2,65%, correspondant à la hausse automatique prévue par la loi du fait de l'inflation. Le 1^{er} mai, il passera donc de 1269 euros à 1302,64 euros net, soit une augmentation de 33,64 euros par mois. Une misère, face à l'augmentation générale des prix!

Pour vivre décemment chaque mois, il faut au minimum 2000 euros net. C'est par leur arme de classe, la grève, que les travailleurs arracheront au grand patronat les indispensables augmentations des salaires, des pensions et des retraites, en prenant sur les profits. Et cela restera vrai, quel que soit l'élu du second tour.

J. L.

L'échelle mobile des salaires... des PDG ?

Une étude vient de rendre publique la progression des rémunérations des PDG des 100 plus grandes entreprises des États-Unis. Elles auraient augmenté en moyenne de 31% en un an.

C'est bien plus, si l'on s'en tient aux chiffres officiels, que l'augmentation réelle des prix qu'ont dû subir les

millions de travailleurs, aux États-Unis comme ici. Mais ce que ces hauts PDG estiment indispensable pour eux le serait au moins tout autant pour que les travailleurs et les retraités puissent maintenir un niveau de vie pas trop dégradé. En matière d'augmentations, voilà un exemple à suivre.

P.S.

Ukraine : ils veulent habituer les peuples à la guerre

Sans la guerre de Poutine, il n'y aurait pas eu de délégation ukrainienne ovationnée aux Invictus Games qui viennent de s'ouvrir aux Pays-Bas. Ni grand monde pour savoir même qu'existe sous ce nom une compétition sportive qui oppose des militaires de seize nations ayant subi des blessures.

Au rythme où les engins de mort frappent les villes ukrainiennes mais aussi les navires et convois blindés russes, ces sortes de Jeux paralympiques de la guerre ne risquent pas de manquer de compétiteurs dans les années à venir, ni les familles populaires de pleurer la mort de certains de leurs en Ukraine et en Russie.

Propagande guerrière

De part et d'autre, la guerre, de propagande cette fois, minore systématiquement les pertes.

Le 17 avril, le président ukrainien Zelensky a annoncé, contre toute évidence, que son armée n'avait perdu que 2500 hommes ! Le ministère russe de la Défense, lui, a reconnu le naufrage de son navire-amiral, le croiseur *Moskva*, frappé par deux missiles ukrainiens. Mais s'il a montré le chef de la Marine passant en revue des hommes du navire, il n'a rien dit de la mort d'au moins un quart sans doute de son équipage. C'est classé « secret-défense » et il n'y aura

aucune cérémonie officielle. En revanche, Poutine a tenu à décorer publiquement, pour héroïsme, la 64^e brigade de fusiliers motorisés que Kiev accuse d'avoir massacré de nombreux civils à Boutcha. En face, Kiev n'en finit pas de célébrer les exploits du régiment Azov, le même qu'avant la guerre Amnesty International et même Washington accusaient de racisme anti-juif, antirom et antirusse, ainsi que de meurtres et autres exactions.

Sans risquer de se voir contredit, chaque camp dénonce les crimes de guerre de l'autre, ses bombardements d'écoles, d'hôpitaux, ses viols, ses tortures de prisonniers... Autant d'horreurs inhérentes à toute guerre que les dirigeants de Moscou comme ceux de Kiev instrumentalisent pour souder leur population derrière la ligne de front.

Une monstrueuse catastrophe

Zelensky, qui accuse Poutine de vouloir détruire le



Destructions à Marioupol.

Donbass, dit avoir obtenu de la Banque mondiale un projet de reconstruction de l'Ukraine pour le lendemain de la guerre.

De fait, la catastrophe est déjà là, omniprésente. D'abord d'un point de vue humain : avec ses dizaines de milliers de morts, il y a ce fossé de sang que cette guerre fratricide a creusé entre Ukrainiens et Russes, et même au sein de populations parlant russe que Poutine prétendait sauver d'un génocide.

Il y a aussi le désastre économique dans les régions comme le Donbass, dans les villes rasées, telle Marioupol, ou en voie de l'être, telle Kharkiv, dont les infrastructures publiques et les installations industrielles ont quasi disparu.

Et, politiquement, cette

guerre est mise à profit par le pouvoir dans chaque camp pour renforcer son emprise sur sa population.

Un autoritarisme croissant

En Ukraine, même des organisations de gauche alignées de fait derrière ceux qui dirigent le pays en viennent à dénoncer la façon dont Zelensky et les siens veulent mettre au pas les travailleurs en utilisant la loi « Sur l'organisation des relations de travail dans les conditions de l'état de guerre ». Cela n'étonnera que ceux qui ne voulaient pas voir comment, déjà avant la guerre, ce gouvernement s'en prenait à la classe ouvrière, réprimait les groupes qui se réclamaient du socialisme, faisait reculer les droits des minorités nationales – russe, polonaise, hongroise, roumaine...

En Russie, dans un autre genre, la catastrophe économique se conjugue avec un renforcement du caractère policier du régime. Le maire de Moscou vient d'annoncer que le départ ou l'arrêt d'activité des entreprises étrangères menaçaient 200 000 emplois rien que dans la capitale. Dans tout le pays, il

ne se passe pas de semaine sans qu'on apprenne qu'on a arrêté des manifestants anti-guerre, des diffuseurs de tracts aux portes d'une usine en banlieue ou en province. La répression ne se borne pas à des formes dites administratives – amendes et courtes peines de prison : la police monte ensuite des dossiers politiques en vue de condamnations plus lourdes.

Alors que le président américain Biden se félicite d'avoir fait parvenir une nouvelle tranche de 800 millions de dollars d'aide militaire à l'armée ukrainienne, on entend en France des commentateurs évoquer les combats sur place en ajoutant avec enthousiasme que « les défenseurs de Marioupol (ou Kharkiv) combattront jusqu'au dernier ». Donc qu'il faut se battre, quand c'est avec la peau des autres !

Tout cela est fort utile aux gouvernants occidentaux. Pour doper les carnets de commandes de leurs industriels de l'armement. Et, surtout, pour habituer leur population à l'idée de la guerre et de son inévitabilité, même dans des pays géographiquement éloignés de l'Ukraine.

Pierre Laffitte



Le navire amiral *Moskva* avant d'être frappé par les missiles...



...et après.

Royaume-Uni : demandeurs d'asile déportés

Le Royaume-Uni a signé un accord avec le Rwanda prévoyant de déporter des dizaines de milliers de demandeurs d'asile vers ce pays d'Afrique centrale situé à 6 500 kilomètres de Londres.

En échange d'une obole représentant 144 millions d'euros versée au gouvernement rwandais, les demandeurs d'asile pourront être envoyés de force vers ce pays où leurs demandes seront examinées. Ils seront contraints d'y rester quand bien même ils finiraient par obtenir le statut de réfugiés. Comble du cynisme, le Premier ministre britannique Boris Johnson prétend aujourd'hui que le

Rwanda serait « l'un des pays les plus sûrs au monde » alors même que son pays a réclamé l'an dernier une enquête à l'ONU pour des soupçons de mauvais traitements, disparitions, meurtres et tortures commis par le régime rwandais.

Alors que des élections locales sont prévues début mai au Royaume-Uni, la dégradation du niveau de vie des classes populaires combinée



La ministre britannique de l'Intérieur Priti Patel et le ministre rwandais des Affaires étrangères Vincent Biruta.

au scandale du « Partygate », ces fêtes organisées en plein confinement, font craindre à Johnson une déroute de son

parti, le Parti conservateur. Il tente donc une abjecte diversion avec la peau des demandeurs d'asile.

Depuis des années, la politique de l'Union européenne consiste à payer des États pour qu'ils stoppent les migrants sur la route vers l'Europe. Ce fut le cas avec la Libye de Kadhafi ou avec la Turquie quand des milliers de Syriens fuyaient leur pays. Avec l'accord signé par Johnson, une étape supplémentaire vient d'être franchie, un gouvernement européen envisageant désormais d'organiser la déportation de ceux qui, au péril de leur vie, ont réussi à pénétrer la forteresse qu'est devenue l'Europe.

David Mencas

Pérou : révolte contre l'envolée des prix

Confronté à une révolte populaire en riposte à l'inflation, le président du Pérou, Pedro Castillo, présenté comme de la gauche radicale, a choisi la répression, décrété l'état d'urgence dans plusieurs régions et déployé l'armée.

Le Pérou est la sixième économie de l'Amérique latine. Riche en ressources minières (cuivre, argent, or, étain, molybdène) ou en hydrocarbures (gaz, pétrole) et en productions agricoles, elle se place dans le premier tiers des économies de la planète (50^e place selon la Banque mondiale). Mais le Pérou n'est que 92^e pour le PIB par habitant. La grande majorité des 33 millions d'habitants ne voient jamais la couleur de ces richesses. En outre, avec plus de 200 000 décès, c'est le pays du monde qui a été le plus frappé par le Covid. C'est aussi là que la récession a été la plus forte dans la région. Le taux de pauvreté, ramené de 59 à 20% ces quinze dernières années, est remonté à 30% en 2021.

C'est dans ce contexte que, le 28 mars, les syndicats des chauffeurs de poids lourds et de bus ont appelé à la grève contre l'augmentation du prix de l'essence, installant des barrages routiers sur la route centrale qui part de la capitale Lima vers le centre andin du pays.

Ce qui aurait pu rester un mouvement limité d'une corporation a été l'étincelle qui a permis à la colère populaire d'exploser. Des péages ont été incendiés et la population pauvre s'est jointe aux transporteurs ou a organisé ses propres barrages. Des grèves ont éclaté. Des manifestations ont été réprimées par la police, faisant au moins six morts.

La forte hausse des prix, au moins 10% dans plusieurs régions, concerne le prix des engrais, mobilisant les paysans pauvres qui ne peuvent plus en acheter. Tous les produits de première nécessité augmentent aussi. Le sucre a grimpé en une semaine de 2,5 à 6 soles (0,6 à 1,5 euro) et celui du poulet de 12 à 16 soles (3 à 4 euros) en deux jours.

Castillo a dénoncé des manifestants « malintentionnés » et même « achetés » pour entretenir le désordre. Il a instauré le 5 avril l'état d'urgence et le couvre-feu dans la capitale et le port de Callao. Loin d'intimider les manifestants, cela a élargi la

colère populaire, qui a déferlé dans Lima : des magasins ont été pillés et des bâtiments officiels attaqués, dont la Cour suprême de justice.

Castillo a dû remballer ses propos injurieux, suspendre les taxes sur certains carburants et les produits de consommation courante et promettre une augmentation du salaire minimum de 930 à 1 025 soles (253 euros) en mai. Ces mesures restent cependant limitées car l'inflation s'aggrave et la majorité des travailleurs travaillent au noir, donc hors de toute législation du travail. Si l'état d'urgence a été levé dans la capitale, il était maintenu sur les principaux axes routiers. L'armée reste déployée, le droit de réunion suspendu et les arrestations arbitraires continuent.

En juillet 2021, la victoire de Castillo contre la droite dure représentée par Keito Fujimori, fille de l'ex-président-dictateur, avait soulevé l'enthousiasme des classes populaires. Avec le slogan « Plus de pauvres dans un pays riche », il avait obtenu dans des bureaux de vote populaires des scores dépassant 80%.

Fils de paysans pauvres, devenu instituteur et syndicaliste, Castillo était apparu à la tête d'une grève nationale de l'Éducation en 2017. Une assemblée d'enseignants l'avait choisi pour les représenter pour l'élection présidentielle.

Le candidat avait promis notamment d'arracher les mines aux compagnies étrangères, de changer la Constitution de Fujimori et de moderniser l'éducation. Mais, dès le deuxième tour de la présidentielle, il renonçait à changer la Constitution et le changement n'est pas venu. Une fois élu, Castillo a été contrecarré par l'opposition déterminée des milieux patronaux et de la droite, un sport auquel le Parlement péruvien est aguerri. Composé de politiciens corrompus, il sait mettre la pression sur les présidents successifs, même très modérés, pour écarter ceux qui ne sont pas à son goût. Et, comme pour ses



Manifestation à Lima.

prédécesseurs, ces parlementaires ont mis en avant des affaires de corruption, insignifiantes, pour exiger la destitution de Castillo. L'arrivée d'un simple enseignant soutenu par des paysans pauvres a déclenché en outre une bronca de l'extrême droite raciste, forte au Congrès, qui voit en lui le « communiste » qu'il n'est pas.

Face à cela, Castillo s'est bien gardé de faire appel à la mobilisation populaire,

et a tenté de se préserver en multipliant les concessions. Il n'a cessé de remanier son gouvernement pour tenter, sans succès, d'amadouer ses opposants, y faisant entrer des personnalités de plus en plus à droite, comme Ricardo Belmont, patron de télévision, xénophobe, homophobe, antivax et admirateur de Trump, devenu conseiller de la présidence.

Parmi les manifestants, nombreux sont les

enseignants qui ont compris qu'aucune promesse éducative ne sera tenue. Et, avec l'envolée de l'inflation, de plus en plus de pauvres de ce « pays riche » réalisent qu'ils n'ont pas un allié à la tête de l'État mais un adversaire au service des capitalistes nationaux et de l'impérialisme, comme tous les présidents avant lui. L'élection n'a rien changé, mais la voie de la lutte est ouverte.

Antoine Ferrer

États-Unis : crise sanitaire permanente

Après avoir brutalement chuté en 2020, l'espérance de vie de la population des États-Unis a reculé à nouveau en 2021. Depuis 2010 elle plafonne dans ce pays qui concentre le plus de richesses au monde.

Les décès par overdose d'opioïdes, des antidouleurs vendus en masse par l'industrie pharmaceutique sans tenir compte de l'accoutumance, ont pesé de plus en plus. En 2014, l'espérance de vie à la naissance a atteint son pic avec 78,9 ans, femmes et hommes confondus. Elle a oscillé autour de ce chiffre jusqu'à ce que le Covid fasse des ravages en 2020 et la ramène à 77 ans. L'absence d'assurance maladie, et donc d'accès aux

soins, pour des dizaines de millions de travailleurs pauvres a eu un effet dévastateur. Les États-Unis déplorent un décès tous les 81 cas de Covid, contre un décès pour 187 cas en France.

Dans les 10% de comtés les plus pauvres, la mortalité a été presque le double de celle observée dans les 10% de comtés les plus riches. La différence ne se situe pas au niveau des taux de vaccination, assez proches, mais dans le taux d'habitants

sans assurance maladie.

En 2021, alors que l'espérance de vie a progressé légèrement dans la plupart des pays développés, sans toutefois effacer l'important recul de 2020, aux États-Unis elle a de nouveau chuté de 0,4 an, atteignant 76,6 ans. Ce chiffre est en dessous de celui de l'an 2000. C'est l'indice d'une crise sanitaire qui, au-delà du Covid, est devenue permanente. La population paie les tares d'une société que les progrès de la science médicale sont impuissants à contrecarrer.

Lucien Détrioit

Israël-Palestine : guerre larvée et violence d'État

Un an après les longues journées de violences meurtrières à Jérusalem-Est et de bombardements israéliens sur Gaza, de nouveaux affrontements ont eu lieu durant le week-end pascal aux alentours de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, faisant plus de 170 blessés, surtout palestiniens, suivis de la destruction par l'aviation israélienne d'une prétendue usine d'armement à Gaza.

Depuis le 22 mars, des attaques armées contre des Israéliens, attribuées à des Palestiniens ou à des membres de l'État islamique, ont alterné avec des contre-attaques de l'armée israélienne en Cisjordanie occupée. Après un premier attentat à Tel Aviv, le Premier ministre israélien Naftali Bennett, lui-même d'extrême droite et à la tête d'une coalition gouvernementale hétéroclite, avait décrété une « liberté d'action totale » pour l'armée et donné carte blanche aux services de renseignements.

Le renforcement de

l'appareil de répression, le déploiement de soldats et de policiers supplémentaires, la surveillance et les arrestations se sont traduits par la multiplication de raids dans des villes et quartiers palestiniens, une augmentation des détentions administratives (sans justification ni procès) de Palestiniens. Le bilan actuel se résume à onze morts israéliens et 23 morts parmi les Palestiniens, de nombreux blessés, des centaines d'arrestations par la police israélienne.

Pour le gouvernement Bennett, déjà difficilement constitué après de

nombreuses tractations, il y a moins d'un an, l'affaiblissement vient aussi de la défection le 17 avril d'une de ses composantes, la LAU, parti islamique conservateur, dont les quatre députés ont émis une protestation contre la répression dont des croyants ont été victimes aux alentours de la mosquée al-Aqsa. Bennett avait également subi peu auparavant la démission d'une de ses collègues, membre elle aussi du parti d'extrême droite Yamina. Sa très faible majorité s'en trouvant mise en difficulté, son ex-adversaire Netanyahu, malgré les procès pour corruption en cours contre lui, s'est aussitôt senti pousser des ailes pour tenter de la renverser.

En fait, ce nouvel épisode d'une guerre larvée mais permanente du pouvoir israélien contre la population palestinienne n'a d'autre



Patrouille de l'armée israélienne dans la vieille ville de Jérusalem.

cause que la politique de colonisation qui continue de s'accroître à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée. Les arrestations arbitraires, les raids de l'armée ou de milices de colons d'extrême droite sont le quotidien des Palestiniens de Cisjordanie qui subissent de plus en plus de restrictions de circulation et d'humiliations. Se rendre à son travail devient souvent aléatoire ou périlleux.

Considéré par les grandes puissances, dont la France, comme la tête de pont de l'impérialisme au Proche-Orient, renforcé récemment par l'allégeance de pays arabes comme les Émirats arabes unis, Bahreïn ou le Maroc, l'État d'Israël aux mains de ces gouvernants racistes de la droite extrême continue de plonger la population, juive comme arabe, dans une guerre sans fin.

Viviane Lafont

Chine : confinement et mépris des autorités

Depuis début février, la Chine fait face à la vague Omicron. Le centre de l'épidémie est à Shanghai, où 25 millions de personnes sont confinées dans des conditions difficiles depuis le 1^{er} avril. Mais, en fait, 23 villes chinoises sont en confinement total ou partiel, affectant la vie de 193 millions de personnes.

Le gouvernement chinois applique depuis le début de l'épidémie la stratégie dite du « zéro Covid », qui consiste à tester massivement et à isoler les personnes positives pour empêcher toute propagation du virus. Mais avec la forte contagiosité du variant Omicron, cette stratégie semble être mise à mal et la propagation du virus être hors de contrôle. Car en Chine, comme dans

nombre de pays pauvres, le gouvernement n'a pas cherché à vacciner ne serait-ce que les plus fragiles. Seule la moitié des personnes âgées est véritablement protégée avec les doses nécessaires. À Hong Kong, la vague qui a démarré début février a rapidement saturé les hôpitaux et aurait fait près de 9000 morts selon les autorités locales.

Dans l'ensemble de la

Chine, le gouvernement a d'abord partiellement confiné plusieurs grandes villes dès que des cas apparaissent. Mais fin mars, loin de s'arrêter, l'épidémie continuait de progresser, en particulier à Shanghai, qui regroupait alors les deux tiers des cas positifs du pays. Craignant une véritable hécatombe, le gouvernement a imposé un confinement strict à toute la ville à partir du 1^{er} avril. La population y est testée dans son ensemble tous les deux ou trois jours. Des dizaines de milliers de personnes positives sont enfermées dans des centres d'isolement, qu'elles aient des symptômes ou pas, dans des conditions précaires,

sans eau courante ni intimité, des conditions qui révélaient tout le mépris social des autorités. Des vidéos ont montré des enfants et nourrissons testés positifs séparés de leurs parents, entassés sur des lits d'hôpitaux. Alors que les plus riches, comme à Hong Kong, se sont exilés, les plus pauvres restent coincés chez eux, sous la surveillance de la police. À Shanghai, les habitants ont réagi par des pétitions, des protestations en bas des immeubles, des sifflements collectifs.

Si, dans les grandes entreprises, l'État assure au moins en partie la paye des travailleurs, nombre d'indépendants, de journaliers, d'ouvriers à la tâche ont perdu leurs revenus. Des livreurs dorment dans la rue, n'osant pas revenir chez eux de peur de ne pouvoir ressortir travailler. Ces situations précaires touchent particulièrement les travailleurs migrants, ceux qui n'ont pas de permis de résidence permanent dans ces grandes villes. Plusieurs manifestations de travailleurs de Shenzhen en colère ont d'ailleurs été rapportées. Des chantiers ont été fermés après la découverte

d'un ou plusieurs cas positifs, laissant bien des migrants sans revenus. Ils ne sont pas les seuls, puisqu'à Shenzhen, selon China Labor Bulletin (CLB), les entreprises d'Internet comme Tencent, Alibaba, JD.com et bien d'autres, estimant que la crise est loin d'être finie, ont profité du confinement pour licencier 10, 25 ou 50% de leurs employés.

À Shanghai, le patronat local et les représentants des firmes occidentales ont aussi protesté contre le confinement qui entame leurs profits. Mais ils ont, eux, obtenu gain de cause. Fermée depuis le 28 mars, l'entreprise Tesla se préparait à reprendre du service le 18 avril. Des salariés ont été rappelés dans l'usine, condamnés à y vivre 24 heures sur 24 pour rester isolés du Covid. Les autorités de Shanghai ont autorisé 666 entreprises, dont treize usines d'entreprises françaises, à reprendre ou à poursuivre le travail dans ces conditions. En Chine, comme dans les pays occidentaux, la pandémie n'a pas les mêmes conséquences selon qu'on est un capitaliste ou un simple ouvrier.

Serge Benham



Centre de confinement à Shanghai.

Sarajevo, avril 1992 : des surenchères nationalistes à la guerre

Il y a trente ans, le 6 avril 1992, l'armée serbe commençait le siège de Sarajevo, la capitale de la Bosnie-Herzégovine, une des six républiques de Yougoslavie.

Il allait durer près de quatre années, marquées par les bombardements incessants de l'armée serbe, campée sur les hauteurs de la ville. 11 541 personnes furent tuées, dont 1 500 enfants, et des dizaines de milliers d'autres blessées par les obus qui tombaient au hasard, semant la terreur parmi les 350 000 habitants piégés dans ce qui était devenu une cuvette infernale.

«Tirez! Tirez sans arrêt! [...] Il faut les rendre fous», avait déclaré Ratko Mladic, le général serbe qui dirigeait les combats contre Sarajevo, sous les ordres du dirigeant nationaliste Milosevic. Toute une population s'enfonçait dans l'enfer de la guerre.

Surenchères nationalistes

Le pays était en pleine dislocation. Un an et demi auparavant, la Yougoslavie était encore une fédération de six républiques: Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Macédoine. Basées sur une nationalité majoritaire à l'intérieur de la plupart d'entre elles, elles n'avaient pas pour autant

de frontières étanches. La Slovénie mise à part, les diverses nationalités y étaient largement mélangées, et la Bosnie-Herzégovine en était l'exemple le plus parlant avec, à Sarajevo, l'enchevêtrement de populations de diverses nationalités, qui avaient jusqu'alors vécu en bonne intelligence.

La Yougoslavie avait été créée en 1918 sur les décombres des puissances centrales vaincues et sous la tutelle des puissances impérialistes victorieuses. Dans cet État multiethnique, une certaine unité s'était forgée durant la Deuxième Guerre mondiale, dans le combat contre l'occupant nazi mené par des partisans ayant à leur tête le Parti communiste yougoslave et son dirigeant Tito.

Après la guerre, Tito assura un relatif équilibre entre les républiques de la Fédération yougoslave. Mais la mort, en 1980, de celui qui avait incarné leur unité aiguisa les ambitions des bureaucrates qui s'étaient taillé des fiefs dans leurs républiques respectives.

Le poison nationaliste fut distillé d'en haut. Dans le contexte d'une crise

politique et d'une crise économique qui provoquait une montée des tensions sociales, le chef du Parti communiste de la république de Serbie, Milosevic, enfourcha dès 1987 les thèses nationalistes pour consolider et étendre son pouvoir. Il se prétendit le protecteur des Serbes, selon lui menacés partout dans les autres républiques du pays, et évoqua le projet de créer une «Grande Serbie». Ne cessant de jeter de l'huile sur le feu, il provoqua la réaction des dirigeants nationalistes des autres républiques, tel le croate Tudjman, qui craignaient de voir leur pouvoir contesté dans leur propre fief.

De l'enchaînement des conflits à la guerre

Le 26 juin 1991, la république de Slovénie fit sécession. Puis la Croatie annonça sa volonté de devenir un État indépendant. En réaction, l'armée fédérale yougoslave, agissant de plus en plus en défenseuse de la politique serbe et aidée par divers groupes paramilitaires, occupa les parties de la Croatie comptant d'importantes minorités serbes. Elle s'attaqua à des villes comme Vukovar en août 1991, et Dubrovnik le 1^{er} octobre 1991, dont elle



Les tours de Momo et d'Uzeir, à Sarajevo en 1993.

fit le siège. La ville de Vukovar fut pratiquement rasée par les bombardements, 1 100 civils y furent tués et 5 000 emprisonnés ensuite dans des centres de rétention serbes. 22 000 Croates et non-Serbes furent expulsés de la ville après sa prise de contrôle par l'armée serbe. Des villages furent vidés de leurs habitants, Serbes d'un côté, Croates de l'autre.

Alors que la Bosnie s'apprêtait, elle aussi, à proclamer son indépendance, les ennemis de la veille, le Serbe Milosevic et le Croate Tudjman, s'entendirent sur son partage et déclenchèrent la guerre à cette fin. Mais en Bosnie vivaient 31 % de Serbes, 17 % de Croates et 44 % d'habitants considérés comme de nationalité «musulmane». Ces populations vivaient complètement entremêlées, et à Sarajevo un tiers des couples étaient mixtes. La guerre déclenchée en leur sein ne pouvait qu'avoir des conséquences dramatiques. Toute une population fut entraînée dans la spirale d'une guerre qu'elle n'avait pas voulue. Les milices armées par les dirigeants nationalistes serbes, mais aussi croates et musulmans bosniaques, pratiquèrent chacune des massacres et l'épuration ethnique.

Les dirigeants impérialistes et leurs zones d'influence

Si les luttes pour le pouvoir des dirigeants nationalistes serbes, croates et slovènes constituèrent le facteur déclenchant de la guerre, l'intervention des puissances impérialistes aggrava encore la situation. Les Balkans étaient en effet redevenus pour elles un champ de bataille d'influences. La France et l'Allemagne retrouvaient chacune leurs alliés d'avant 1945, avec lesquels les liens n'avaient jamais complètement disparu. L'impérialisme allemand, qui dans le

passé s'était appuyé sur le nationalisme croate, s'empressa de reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. De son côté, le gouvernement français apporta son soutien aux dirigeants serbes, comme elle l'avait fait dans l'entre-deux-guerres, au temps de la monarchie. Puis, quand cette position finit par devenir difficilement défendable, après les milliers de morts et les milliers d'exactions, il défendit l'indépendance de la Bosnie face à la Serbie.

Les dirigeants occidentaux ne s'inquiétaient pas tant du sort des peuples que du risque de déstabilisation que le conflit faisait peser sur toute la région. On le vit dans l'attitude des troupes envoyées sous couvert de l'ONU par les dirigeants occidentaux en Croatie et en Bosnie : elles se contentèrent bien souvent d'assister aux massacres sans intervenir. On le vit également dans le soutien que l'impérialisme américain apporta au boucher Milosevic lors des tractations qui eurent lieu à Dayton en 1995. Finalement, le 14 décembre 1995, ces accords, signés sous leur houlette, mirent fin aux combats. Le siège de Sarajevo se termina deux mois plus tard. Mais ce qu'il en sortit fut une partition de la Bosnie entre une République serbe et une Fédération croato-musulmane, ce qui avait fait le résultat du nettoyage ethnique.

Aujourd'hui, trente ans après, ce découpage effectué au prix de massacres réciproques dans la chair des peuples fait renaître des tensions. Les populations paient encore les conséquences du poison nationaliste distillé par des hommes politiques avides de pouvoir et les agissements de dirigeants impérialistes toujours prêts à spéculer sur des divisions.

Aline Rétesse



Logement: la répression à la place d'un toit

Depuis le 5 mars, l'association Droit au logement (DAL) avait installé place de la Bastille à Paris 220 familles qui devraient, selon la loi, être relogées par l'État. La seule réponse est venue de la police, le 12 avril, qui a réprimé une manifestation de soutien à proximité du ministère.



Deux femmes ont été molestées et le porte-parole du DAL, Jean-Baptiste Eyraud, a été plaqué au sol, menotté, avant d'être retenu en garde à vue pendant six heures. Selon *Le Parisien*, l'intervention policière est l'œuvre des brigades de répression des actions violentes motorisées, formées lors de la répression des gilets jaunes,

sous l'autorité du préfet de police Didier Lallement. Un tribunal administratif a annulé l'interdiction qu'il avait prise à l'encontre de rassemblements du DAL, ce qui ne l'a pas empêché d'envoyer ses hommes de main.

Une loi de 2007 instaure le droit au logement opposable (DALO) censé garantir aux personnes un

logement décent et indépendant et obliger l'État à leur trouver une solution dans les six mois. Or, selon un recensement de février 2021, plus de 78 000 personnes restaient en attente, souvent depuis plusieurs années. Et il y a tous les autres car parmi les personnes sans domicile, plus de 300 000 selon la Fondation Abbé Pierre, beaucoup n'ont pas même la possibilité de faire les démarches. Pour ceux qui remplissent un dossier, c'est à une commission départementale de décréter s'ils ont vraiment un besoin urgent ou pas! La proportion de décisions favorables, qui n'était déjà que de 45 % en 2008, est tombée à 34,8 % en 2020. Les associations dénoncent une adaptation des décisions non aux besoins des personnes, mais au nombre de logements proposés, qui avoisine zéro dans le secteur privé. Et quand la police intervient, ce n'est pas pour réquisitionner des logements vides, mais pour expulser ceux qui n'ont plus les moyens de payer ou pour réprimer les sans-toit et ceux qui les défendent.

Jean Sanday

Sorbonne-Nouvelle: contestation étudiante et panique des autorités

Mercredi 13 avril à 21 heures, le personnel et les étudiants de la Sorbonne-Nouvelle étaient informés par courriel de la fermeture des locaux de l'université à partir du lendemain jusqu'au samedi 23 avril. Motif ?

La crainte que l'occupation de la Sorbonne par des étudiants mécontents du second tour Macron-Le Pen ne fasse tache d'huile.

Face à l'annonce de cette fermeture du jour au lendemain par le président de l'université, salariés et étudiants étaient partagés entre rire jaune et colère. Rire jaune car le mouvement de contestation n'avait pas encore gagné Censier, le site principal de la Sorbonne-Nouvelle. On était donc face à une fermeture préventive grotesque.

Et puis il y avait de la colère. Car, non contente de fermer arbitrairement les locaux, la présidence

exigeait des enseignants qu'ils basculent du jour au lendemain du présentiel au distanciel... avec l'argument qu'après deux années de familiarisation avec les outils numériques du fait des confinements successifs, ce ne serait qu'un jeu d'enfant! Or la décision n'a rien d'anodin: elle revient à priver 17 000 étudiants de leur dernière semaine du semestre et de l'année, celle pendant laquelle ils passent l'essentiel de leurs partiels. Faire brusquement passer les examens à distance, c'est du stress en plus pour les étudiants, des heures d'écran en plus pour les enseignants, et des

complications sans fin pour le personnel administratif confronté aux demandes incessantes d'étudiants à juste titre désorientés.

Rendre la vie impossible aux étudiants comme aux travailleurs de l'université n'a manifestement pas dérangé ceux qui ont imposé la fermeture: la présidence et, au-dessus d'elle, la chancellerie des universités de Paris et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Pour eux, tout était préférable à un scénario où le mécontentement des étudiants face à la situation politique et sociale serait venu bousculer la campagne de l'entre-deux-tours. Cette ridicule précipitation est révélatrice de la crainte des autorités quant aux réactions de la jeunesse et de la population en général.

Correspondant LO

Deliveroo: premier procès pénal, première condamnation

Mardi 19 avril, le tribunal judiciaire de Paris a condamné Deliveroo France à une amende de 375 000 euros, le maximum prévu, pour travail dissimulé.

Le tribunal a suivi les réquisitions du parquet qui, lors du procès de mars dernier, avait demandé cette peine maximale et un an de prison avec sursis contre deux anciens dirigeants en poste entre 2015 et 2017, jugés coupables de travail dissimulé ainsi que d'instrumentalisation et de détournement de la réglementation du travail. Un troisième cadre, jugé coupable de complicité de travail dissimulé, écope de quatre mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende.

L'enseigne doit aussi verser 50 000 euros de dommages et intérêts pour préjudice moral aux cinq syndicats parties civiles. La décision de justice sera affichée devant les locaux de Deliveroo pendant un mois. Mais Deliveroo a déjà fait appel.

Deliveroo a donc été jugé responsable d'organiser une dissimulation systématique d'emplois de livreurs salariés, cette fraude ayant pour seul but d'employer à

moindres frais ses livreurs en les faisant passer pour des indépendants.

Mais le sort des coursiers Deliveroo ou d'autres plateformes est loin d'être tranché. En 2021, en Espagne, une loi a bien reconnu que ces livreurs sont des salariés et non pas des travailleurs indépendants. Le 6 avril dernier, un jugement analogue est intervenu en Italie. Mais, dans ce dernier pays, il est encore possible de faire appel à des prestataires occasionnels si leurs gains ne dépassent pas les 5 000 euros annuels, ce qui laisse quelque latitude aux dirigeants des plateformes de contourner la loi. Dans d'autres pays européens, les juges n'ont pas reconnu à ces livreurs le statut de salarié.

La question est de savoir si les coursiers employés par les plateformes doivent être considérés comme des salariés – ce qui leur en ouvrirait les droits – et non pas de faux travailleurs indépendants. Le jugement qui vient d'être rendu en France

Port du Havre: heures supplémentaires, assez!

À cause du manque de personnel, cela fait des mois que les travailleurs portuaires du Havre accumulent les heures supplémentaires.

Comme la direction du port a la possibilité d'imposer de décaler ou même de supprimer des repos, lorsqu'un paquebot doit faire une escale dans le port, elle ne se prive pas de le faire.

Les travailleurs portuaires réclament le remplacement d'une quinzaine de personnes absentes et l'embauche de dix personnes en plus. Depuis le début du mois, ils refusent de faire des heures supplémentaires

et ne font que leur planning, ce qui a entraîné le raccourcissement ou la suppression de l'escale de plusieurs bateaux. Les pneus qu'ils ont fait brûler ont provoqué un immense panache noir dans le ciel, visible par Macron lors de sa journée «écologique» au Havre jeudi 14 avril.

Si la direction refuse encore d'entendre leurs revendications, les paquebots vont devoir faire escale ailleurs...

Correspondant LO

Thales : après trois mois de débrayages

Le mouvement de revendications salariales chez Thales, qui durait depuis près de trois mois dans la majorité des cinquante sites, de Vélizy à Gennevilliers, d'Élancourt à Cannes, et même depuis neuf mois à Cholet, s'est éteint.

Des débrayages avaient lieu tous les jeudis, appelés jeudis noirs ou jeudis de colère, suivant les orientations d'une intersyndicale qui correspondaient au souhait des salariés, en majorité ingénieurs. La direction du groupe est restée ferme sur ses propositions de 3,5 % d'augmentation de salaire, à l'inverse des

années précédentes, où un coup de pouce était donné après quelques réunions syndicats-direction. L'intersyndicale avait pourtant limité ses revendications à 0,5 % supplémentaire, même si certains avaient avancé une revendication de 200 euros pour tous.

Pour mettre fin à ce mouvement inédit, la direction

du groupe a décidé fin mars d'assigner au tribunal sept délégués du site de Méru, dans l'Oise, pour entrave à la liberté de commerce et à la libre circulation, et dix-huit délégués et salariés d'Élancourt, pour atteinte aux intérêts stratégiques de la France et de son armée, rien que ça ! Du jamais-vu dans les annales de Thales.

Malgré les réponses syndicales, ces intimidations ont eu leur effet. L'intersyndicale a décidé d'un rassemblement devant le site d'Élancourt, 600 salariés,

rassemblement qui a pris la forme, peu mobilisatrice, d'un « enterrement en grande pompe du dialogue social » accompagnant un cercueil ! En fait il s'agissait bien de l'enterrement du mouvement.

La direction n'a retiré ses plaintes contre les salariés que moyennant un protocole de sortie de crise accordant royalement 0,3 % d'augmentation en plus des 3,5 % du 1^{er} avril ainsi que la prise en compte à hauteur de 50 % des heures de grève récupérables, aucune

mesure n'étant prise suite aux actions menées. L'intersyndicale a présenté ces mesures comme « une avancée pour les salariés », tout en admettant que le compte n'y était pas.

Avec un milliard d'euros de bénéfices et 500 millions aux actionnaires, 20 milliards de commandes, Thales aurait de quoi satisfaire les revendications. Les salariés ont relevé la tête, et on peut espérer que ce sera un tour de chauffe.

Correspondant LO

Batimétal – Douvres-la-Délivrande : grève pour l'augmentation des salaires



Lors des négociations annuelles avec les syndicats, la direction de l'entreprise Batimétal de Douvres-la-Délivrande, dans le Calvados, proposait une augmentation de salaire de 1,5 %, bien inférieure au taux d'inflation qui bat des records.

La direction affichait son mépris envers les ouvriers en leur proposant des miettes et, alors que les

salariés demandaient une augmentation de 3 % minimum, elle a refusé toute négociation. Elle espérait sûrement qu'ils se taisent et acceptent.

Le pari a été perdu puisque, du lundi 11 avril au vendredi 15, les salariés de l'usine se sont mis en grève. Sur 155 embauchés, 140 étaient grévistes. Cela a dû faire tout drôle à la

direction, puisque ce n'était pas arrivé depuis le début des années 2000, dans cette usine fabriquant des portes métalliques et appartenant à un fonds d'investissement français.

Face au mépris de la direction, les ouvriers de Batimétal ont tenu à montrer qu'ils n'étaient pas prêts à tout accepter. Les patrons n'ont pas tous les droits ! Pour beaucoup, se battre pour les 3 % était une question de dignité.

La direction a fini par lâcher 3 % brut d'augmentation. Cette grève a été salubre, en montrant que c'est par la lutte que l'on peut se défendre. L'espoir est qu'elle donne des idées à d'autres, en cette période où la faiblesse des salaires devient critique pour de nombreux travailleurs.

Correspondant LO

Apprentissage : les patrons se frottent les mains

L'apprentissage est devenu une porte par laquelle de plus en plus de jeunes passent pour entrer dans les entreprises, avec l'espoir de s'y faire embaucher. Le nombre de contrats d'apprentissage a en effet doublé depuis deux ans.

Dans un contexte de fort chômage chez les jeunes, ces contrats permettent aux patrons de profiter de travailleurs âgés de 16 à 25 ans payés en dessous

du smic. Comme, par-dessus le marché, les patrons touchent des subventions allant de 5 000 à 8 000 euros versées par l'État pour chaque contrat, leur bonheur est complet. Ils bénéficient d'une main-d'œuvre pas chère, voire gratuite.

C'est une telle aubaine pour les profits que, dans certains secteurs d'entreprises, il y a maintenant plus d'embauchés en apprentissage qu'en CDI.

Une fois que ces jeunes travailleurs ont fini leur formation, de nouveaux arrivent, si bien que l'entreprise fonctionne en continu grâce à des travailleurs sous-payés. Et c'est là pour les entreprises un autre intérêt de l'apprentissage ainsi conçu : exercer une pression à la baisse sur les salaires de l'ensemble des travailleurs.

Joséphine Sina

PSA-Stellantis : un patron à 180 000 euros par jour

Un an après la fusion PSA-Fiat-Chrysler, le groupe automobile Stellantis a annoncé des bénéfices de 13,4 milliards d'euros pour l'année 2021.

Peu après, on apprenait par une société actionnaire que le directeur général, Carlos Tavares, allait toucher plus de 19 millions d'euros de rémunération pour la même période, sans compter divers bonus, plans d'actions et primes, qui amèneraient celle-ci en quelques années à 66 millions annuels.

Même si leur vote n'est que consultatif, 52 % des actionnaires ont voté lors de leur assemblée générale contre ce salaire exorbitant. Les familles Peugeot et Agnelli, principaux capitalistes du groupe, décideront ; mais le niveau de rémunération qu'elles sont prêtes à verser à leur serviteur en or donne une idée de ce qu'elles empochent, elles !

Interviewé sur RMC, Jean-Pierre Mercier, salarié de l'usine PSA-Stellantis de Poissy, s'exprimant en tant que délégué syndical central CGT-PSA et porte-parole de Nathalie Arthaud, s'indignait de ce que représente la somme que va toucher Carlos Tavares, 180 000 euros par jour, samedi et dimanche compris. « Nous les salariés, s'indignait-il, on a eu 2,8 % d'augmentation, 40 euros par mois. Comment faire face à la hausse

des prix ? [...] Ce sont les travailleurs qui fabriquent toutes ces richesses. Malgré une année de Covid, de crise sanitaire, les bénéfices ont explosé. »

Et en effet, malgré cela, malgré même la crise des composants qui a touché les constructeurs automobiles, Stellantis a remporté le gros lot. L'exploitation des salariés, le renvoi de travailleurs intérimaires, le blocage des salaires, leur recul causé par l'inflation, sont à la source de ces profits gigantesques. La suppression prévue de 2 600 emplois sur les deux prochaines années va dans le même sens.

Ce n'est certainement pas ce qui heurte le directeur de la société de conseil Proxinvest, qui a pourtant jugé le pactole de Tavares « absolument disproportionné ». De même, le candidat Macron se sent obligé de trouver ce salaire « choquant et excessif », et sa concurrente Le Pen de le juger « choquant, mais là, il a de bons résultats ». Quant aux salariés de PSA-Stellantis, auxquels il n'est accordé pour 2021 qu'une prime d'intéressement de 3 600 euros net, conditionnés par une présence à 100 %, ils savent dans leurs muscles et leurs articulations douloureuses qui a fabriqué les profits de Stellantis, et ils ont d'excellentes raisons d'être révoltés par l'arrogance de leur patron.

Viviane Lafont

CNES – Toulouse : contre l'espace des financiers

Jeudi 14 avril un tiers des 1 700 employés du Centre national d'études spatiales (CNES) de Toulouse était en grève.

Le mouvement, également suivi dans les bureaux de Paris et à la base spatiale de Kourou, en Guyane, en plus d'exiger des hausses de salaire décentes, contestait le Contrat d'objectifs et de performance imposé par le gouvernement.

Avec ce nouveau contrat, le CNES, service public qui chapeaute la recherche spatiale dans tous ses aspects

et collabore à la plupart des réalisations concrètes en ce domaine, deviendrait un simple guichet versant des chèques à des entreprises privées. 1,5 milliard d'euros seraient ainsi détournés au détriment des travaux en cours ou prévus par le CNES.

Quels que soient la qualité ou l'intérêt des recherches ainsi financées,



RADIO FRANCE - ADEL BELOUMRI

c'est le procédé qui est refusé par les travailleurs du CNES. En effet, si la recherche ainsi prévue ne donne rien, l'argent public est perdu. Mais si elle est couronnée de succès, la valeur de l'entreprise explose, ses promoteurs deviennent riches, puis tout, brevets et ingénieurs, est racheté par un grand groupe du secteur, échappant définitivement au domaine public. C'est de cette façon que, par exemple, les financiers et

l'industrie pharmaceutique ont construit une fortune sur les vaccins contre le coronavirus.

Le contrat d'objectifs du CNES avait été annoncé par Macron et Castex il y a quelques mois. Au milieu de discours lyriques sur la conquête de l'espace, ils annonçaient crûment qu'il s'agissait « de développer de nouveaux segments de marché ». En fait, les sommes volées à la recherche spatiale vont servir à fabriquer

quelques-uns de ces chevaux de course spéculatifs sur lesquels les financiers du monde entier aiment à parier.

Par leur grève, les travailleurs du CNES défendent leurs salaires et l'intérêt de leurs travaux. Ils s'opposent à la façon dont on dépense les deniers publics mais aussi à la profonde et dangereuse stupidité d'un système soumis aux choix des capitalistes.

Paul Galois

Centres de la Croix-Rouge : les vautours capitalistes

Le groupe capitaliste Ramsay Santé, leader en France dans la gestion des cliniques privées, est en passe de racheter à la Croix-Rouge six centres de santé sur les neuf situés dans la région parisienne.

À l'heure des scandales à répétition des Ehpad gérés par les groupes capitalistes, cette mainmise de Ramsay provoque l'inquiétude et l'opposition légitime d'usagers et de travailleurs de ces centres de santé, à but non lucratif jusque-là. Les dirigeants de Ramsay promettent bien sûr qu'ils ne vont pas augmenter les tarifs des soins et que tout ira pour le mieux pour les salariés. Mais personne n' imagine qu'ils veulent acheter ces établissements par humanisme ou philanthropie.

Grâce à ses cliniques et autres établissements de santé privés, ce groupe a d'ailleurs fait plus de 60 millions d'euros de profits rien que sur ces six derniers mois, soit une augmentation de 26% en un semestre ! Comme on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs, les capitalistes ne font pas de profits sans exploiter les travailleurs et sans faire davantage les poches des usagers.

La direction de la Croix-Rouge prétend qu'elle n'a pas le choix et que ces

centres ont accumulé des déficits énormes depuis dix ans. Mais c'est oublier la responsabilité des gouvernements qui n'ont cessé de baisser les subventions et les aides aux associations à but non lucratif. Tout cela pour inonder de cadeaux les trusts privés, notamment ceux qui s'enrichissent dans le secteur de la santé.

Pour le pillage de ce secteur, ces trusts privés peuvent toujours compter sur la complicité de l'État qui, en asphyxiant financièrement les structures associatives et publiques, les contraint à vendre leurs établissements le moins cher possible.

Arnaud Louvet

Éboueurs – Arles : une bonne manière de se faire entendre

Les éboueurs d'Arles se sont mis en colère. Depuis longtemps, la mairie devait discuter avec les représentants syndicaux de leurs revendications.

Les employés craignent une privatisation, ne veulent plus des contrats de huit ou quinze jours, ni du non-remplacement des personnes parties à la retraite, et demandent des conditions de travail correctes.

Jeudi 14 avril, face aux refus de la mairie d'ouvrir des discussions, les employés se sont mis en grève. Pour bien montrer leur colère, ils ont déversé des tonnes de déchets sur la place de la mairie la veille de l'ouverture de la fêria d'Arles, ces trois jours de fête où les entreprises, petites et grandes, et les commerces, petits et grands, comptent faire de bonnes affaires. Les travailleurs ont distribué des tracts à la population pour l'informer de leurs revendications et bien des passants comprenaient leur colère.

Les élus, les représentants des patrons ont crié à

la prise d'otages. Quelques élus se sont risqués à enlever des déchets eux-mêmes ; mais uniquement sur la place de la mairie et dans la rue voisine très commerçante, juste le temps d'une page de publicité et histoire de bien se faire voir. Coup de chance, ils ne se sont pas blessés.

En fin de journée, le maire a annoncé qu'il était prêt à recevoir une délégation dès mardi 20 avril. Avec la grève, il était donc devenu possible de discuter. De fait, quand les éboueurs se sont arrêtés de travailler, cela s'est vu immédiatement !

Pour le moment rien n'est réglé. Si les travailleurs ont accepté de suspendre la grève pendant la fêria, ils restent prêts à la reprendre car c'est leur seule arme pour défendre leurs intérêts et leurs droits.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent À l'hôpital du Havre, les Urgences surchargées

Je tiens à témoigner de ce que nous avons vécu il y a quinze jours aux Urgences pédiatriques de l'hôpital public du Havre.

Ma petite-fille de deux ans et demi est tombée très malade en quelques jours (40°C de fièvre, vomissements répétés, etc.). Sa mère, aide-soignante, et moi-même, diplômé garde d'enfants, n'avons au début pas été écoutés : nous avons dû venir trois jours d'affilée aux Urgences et à chaque fois avec des attentes de plus

de cinq heures.

Les deux premières fois, on nous a renvoyés à la maison en nous faisant bien comprendre que l'on exagérât l'état de la petite et que ce n'était qu'une gastro. Mais nous voyions bien qu'en fait il y avait une queue impossible et pas assez de places pour accueillir les malades (...). À la troisième fois seulement, la petite s'étant beaucoup affaiblie et déshydratée, il a fallu du coup l'hospitaliser, et elle a dû être perfusée et gardée

pendant cinq jours.

Mais, même une fois hospitalisée, il manquait le médicament de base contre les diarrhées – le Tiorfan – qui était en rupture de stock non seulement à l'hôpital mais aussi dans les pharmacies de ville.

Les examens ont été faits et ont montré une attaque bactérienne due à de la viande hachée, mais le temps perdu à établir le bon diagnostic aurait pu être dramatique. (...)

Un lecteur du Havre



DR

ArcelorMittal – Nord : les débrayages continuent

Depuis le jeudi 7 avril, à l'initiative des militants de la CGT, des débrayages ont lieu sur chaque poste, dans les différents secteurs des deux usines d'ArcelorMittal à Dunkerque et Mardyck dans le Nord.

À l'origine du mécontentement il y a l'insuffisance de la prime cumulée, intéressement et participation, avancée par le patron. Celle-ci est de 3000 euros brut, bien insuffisante d'autant plus que les profits du groupe ont atteint un record avec 13 milliards d'euros en 2021.

Cette prime est certes supérieure à celle des années précédentes, mais une très large majorité des travailleurs refuse de s'en contenter. De plus, la CGT demande une réouverture des négociations annuelles obligatoires car l'inflation ampute les salaires, ainsi que la trop

faible augmentation de l'indemnité kilométrique, au moment où le prix de l'essence pèse de plus en plus sur le budget. Cette indemnité est de 16 ou 17 centimes du kilomètre pour les ouvriers alors qu'elle se situe entre 50 et 60 centimes pour les cadres et ingénieurs. Comme si le prix à la pompe était différent!

Après onze jours de débrayages la direction du groupe a annoncé qu'elle ne céderait pas. Elle met en avant le « contexte



QUEST FRANCE

géopolitique incertain». Mais elle oublie de préciser que la guerre en Ukraine a permis aux industriels de spéculer encore davantage sur le prix de l'acier, jusqu'à lui faire atteindre des sommets. De plus, les États annoncent des plans de réarmement et c'est une annonce de bonnes affaires pour les patrons de la sidérurgie.

Les débrayages qui

continuent perturbent fortement la production mais, pour le moment, ArcelorMittal préfère tenir tête que de perdre la face. Les patrons ne craignent pas seulement de perdre de l'argent : ils craignent la contagion, la solidarité de l'ensemble des travailleurs et le fait que celle-ci puisse s'opposer à leur pouvoir.

Correspondant LO

Amazon – Douai : en grève

Après un premier débrayage le 10 avril, une centaine de travailleurs d'Amazon Lauwin-Planque, dans le Nord, ont, de nouveau organisé un piquet de grève le 14 avril.

La cause? Les ridicules revalorisations salariales proposées par la direction dans le cadre des négociations annuelles : d'abord 2 %, puis 3 %, aujourd'hui 3,5 %.

Pour un nouvel embauché, cela représente, en net, moins de 50 euros par mois et cela ne couvre même pas l'inflation. Amazon se vante d'un bénéfice de 29 milliards d'euros en 2021 (+57 % par rapport à 2020). Si on rapporte cette somme

aux 1,6 million d'embauchés dans le monde, chaque salarié lui a rapporté plus de 18000 euros de bénéfices

cette année. Les Mister Freeze et les chocolats fréquemment distribués aux salariés comme récompenses du travail fourni restent en travers de la gorge des grévistes. Ils réclament de réelles augmentations de salaire.



QUEST FRANCE

La grève permet aussi d'exprimer la colère sur l'aggravation des conditions de travail. Tous les prétextes sont bons de la part des chefs pour augmenter la pression, même la sécurité. Les scanners ne servent pas seulement à pister les colis mais aussi à suivre à la trace les travailleurs qui les portent. Cette pression se poursuit jusqu'à la maison où la direction s'incrute par le biais des « lettres de sensibilisation », envoyées en recommandé. Il y est dit par exemple : « Attention, tu n'as pas tenu la rampe de l'escalier tel jour à telle heure », ou encore : « de 14h15 à 14h35,

ta prod a baissé ». Il s'agit d'une vieille et grosse ficelle de patron pour maintenir la pression sur les travailleurs en dehors de leur temps de travail.

La direction au service des actionnaires déploie des efforts considérables pour que les travailleurs se sentent isolés, méprisés et remplaçables. La grève change cela et comme on a pu l'entendre sur le piquet : « D'habitude, à cette heure-ci, les chefs nous ordonnent tous nos mouvements, pas aujourd'hui. Pendant la grève, c'est nous qui décidons de ce qu'on fait. »

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Fête de Lutte ouvrière, les 27, 28 et 29 mai

Un rassemblement fraternel

Entre deux échéances électorales dont le camp des travailleurs n'a rien à attendre, la fête de Lutte ouvrière, les 27, 28 et 29 mai, sera un vrai bol d'air, à tous les sens du terme.

Littéralement au ras des pâquerettes, on pourra s'asseoir sur les pelouses accueillantes, sous les arbres centenaires, pour échanger et refaire le monde, peut-être.

Dans une ambiance fraternelle, amis et camarades, parents et enfants,

collègues de travail et voisins, tous pourront profiter d'une pause nature.

Ceux, nombreux, que bouleversent l'horreur de la guerre menée à nos portes et l'absurdité de cette société de classes, trouveront de multiples lieux et occasions de partager, lire, comprendre, à commencer par des stands de Lutte ouvrière et d'autres organisations d'extrême gauche, d'ici et d'ailleurs. Et, bien sûr, Nathalie Arthaud s'adressera à tous ceux qui viendront

l'écouter, le samedi et le dimanche.

Rassemblement politique et festif, la fête sera aussi un lieu de débats, de culture, de lecture, de musique, de théâtre et de liberté, où les enfants auront leur place. On y trouvera aussi bien sûr toutes les nourritures terrestres variées nécessaires pour passer de bonnes journées.

À pied, à cheval, en train, en bus ou en covoiturage, rendez-vous à Presles!

Meetings de Nathalie Arthaud

Samedi 28 et dimanche 29 à 15 heures



Les concerts

Entre Grand Podium, Théâtre de verdure, Guinguette et autres scènes plus modestes, la musique est partout à la fête.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer :

- **Souad Massi**, chanteuse chaâbi folk
- **Delgres**, blues créole

- **Martha Fields**, country-folk
- **El Gato Negro**, musique latino
- **Radio Babel Marseille**, combo polyphonique



Souad Massi.



Delgres.

Et aussi...

Les débats au Chapiteau Karl Marx

Avec Nathalie Arthaud, Jean-Pierre Mercier, Michèle Audin, Jean-Jacques Marie et bien d'autres.

Le Chapiteau scientifique

Des scientifiques et chercheurs viendront y exposer leurs recherches et

répondre aux questions du public.

Des ateliers et miniconférences scientifiques...

Le Village médiéval

Pour découvrir les activités et les techniques de l'époque au travers de différents ateliers et échoppes animés par des spécialistes du Moyen Âge: la forge médiévale, la

calligraphie, la vannerie, le travail du bois...

Le Carrousel de la connaissance

Aux côtés des premiers paysans: un spectacle audiovisuel de 45 minutes.

L'Arboretum

La vie des arbres en visite guidée.

Pour les enfants, petits et grands



La Cité des jeunes

Entièrement réservée aux enfants, la Cité des jeunes offre de nombreuses

activités: jeux, dessins animés, maquillage, conteur, bal costumé...

Attention, il s'avère parfois difficile de les convaincre d'en sortir.

La garderie

Une garderie est ouverte où les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis: des camarades compétents et attentifs s'occuperont d'eux.

Une installation à langer est mise à la disposition des parents.

Les jeux

Ils sont nombreux, et petits et grands peuvent participer sans retenue, car presque tous sont gratuits.

Il y en a pour tous les goûts, du simple billard japonais aux jeux de société ou d'adresse, en passant par un bowling électronique et un jeu d'échecs géant!

Une carte orange

Mise à la disposition des enfants, elle donne accès librement à de nombreux jeux.



Côté pratique

Le week-end de l'Ascension, vendredi 27, samedi 28 et dimanche 29 mai, à Presles, dans le Val-d'Oise (30 km de Paris), dans un grand parc boisé.

La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 15 euros en prévente, 25 euros sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Les bons d'achat

Pour obtenir à l'avance 20% de réduction sur tous vos achats à l'intérieur de la fête, des bons d'achat sont disponibles. Vous les payez 4 euros pour 5 euros de pouvoir d'achat.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos militants et sur Internet.

Renseignements, programme, vente de cartes et bons :

<https://fete.lutte-ouvriere.org/>